



Projet de Renforcement des capacités à innover



# Encourager l'agriculture biologique grâce au label BioSPG

## Une histoire de réussite au Burkina Faso

Janvier 2018

*“Grâce à mon travail de productrice de légumes biologiques, je peux participer aux dépenses liées à l'éducation des enfants et aussi nourrir ma famille de produits sains. Je n'achète plus aucuns légumes au marché”* dit Clarisse Ilboudo, productrice au sein du groupement de femmes de Koubri, province du Kadiogo au Burkina Faso. Le groupement de femmes de Koubri est soutenu dans le cadre du projet CDAIS qui accompagne des communautés innovantes depuis 2015. La communauté des acteurs de l'agriculture biologique est portée par le CNABio, le Conseil National de l'Agriculture biologique, qui se charge depuis 2011 de contribuer à leur renforcement de capacités pour mettre au point le premier label bio du Burkina, développer des filières courtes, accompagner les producteurs dans leur conversion et sensibiliser les consommateurs à l'importance de consommer des produits sains et locaux.

### Le Système Participatif de Garantie

Le label BioSPG du Burkina Faso est l'un des premiers labels nationaux en Afrique de l'Ouest qui utilise le principe du Système Participatif de Garantie (SPG) pour la production biologique. Il s'agit d'une nouvelle forme de labellisation qui implique les différents acteurs de la chaîne de production agricole, afin qu'ils s'approprient les standards et la conformité de la production à ces standards. La spécificité de la méthode se trouve dans son caractère participatif et multi-acteurs. En effet, le processus de labellisation est mené à trois niveaux différents :

- Le Groupe Local de Contrôle (GLC) : c'est un groupe restreint de producteurs, transformateurs et consommateurs. Il effectue de manière conjointe les contrôles sur le lieu de production et transformation.
- Le Bureau de Contrôle de l'Opérateur (BuCO) : il relève d'une organisation membre du CNABio et organise les producteurs en GLC.
- Le Comité Central du CNABio (CCC) : c'est un organe du bureau exécutif du CNABio. Il est autonome dans sa prise de décision de certification.

Lorsqu'une exploitation agricole souhaite se lancer dans le processus de labellisation, les différents groupes sont tour à tour impliqués, depuis le contrôle des pratiques sur le terrain réalisé par les Groupes Locaux de Gestion, jusqu'à la validation du label par le Comité Central. Si l'agriculture biologique reste une niche d'innovation au Burkina-Faso, pays où l'activité agricole est dominée par un usage jugé non raisonné et non contrôlé de produits de synthèse, le Système Participatif de Garantie représente une innovation majeure par l'implication des différents acteurs de la filière dans le processus de certification. C'est une certification par les pairs et gérée localement.

## Accompagner les producteurs vers la certification



*l Mme Samba Clémence, Facilitatrice de la SIL SPG accompagne M.Ima Abdila et Mme Clarisse Ilboudo en visitant régulièrement leur champ et en leur apportant du soutien pour la commercialisation de leurs produits*

Clémence Samba, en tant que coordinatrice du CNABio, a été identifiée comme facilitatrice de l'innovation par et pour le projet CDAIS. Elle a par exemple accompagné le processus de labellisation de l'association **Watinoma** (littéralement « viens, c'est bon » en mooré, la langue locale), qui a permis l'installation légale d'un groupement de femmes sur un terrain cultivable. Assise à l'ombre du manguier, M. Ima Abdila qui travaille pour l'association Watinoma, raconte pourquoi ils ont adhéré au processus de labellisation soutenu par le CNABio, et comment ils l'ont obtenu le label en octobre 2017.

*« La présidente de l'association avait entendu parler du CNABio et de la labellisation. Elle est venue et nous en a parlé. Au début, on n'était pas sûrs de vouloir s'engager dans ce processus, car on ne voyait pas vraiment l'intérêt. Après, on a compris qu'en réalité ça n'allait pas changer complètement nos façons de travailler, mais au contraire les renforcer et surtout nous aider à mieux mettre en valeur notre production ». M.Ima Abdila, coordinateur de l'activité de production biologique de Watinoma.*





2 M.Ima Adbila montre l'application des techniques bio, le compostage, le mélange des variétés. Derrière le champ cultivé, les terres sèches montrent les réussites de la culture biologique.



3.La maison de l'association Watimona accueille des événements pour la promotion du bio



### Une cérémonie pour la remise des certificats du label BioSPG

Un atelier a été organisé en octobre 2017 dans la salle de conférence du Ministère en charge de l'agriculture pour la remise du certificat BioSPG qui garantit l'intégrité biologique des produits issus des fermes certifiées à seize organisations de producteurs dont l'Association Watinoma. Cet atelier a été entièrement financé par le projet CDAIS. L'organisation de cet atelier a été motivée d'une part par le fait que les produits certifiés BioSPG restent encore méconnus du grand public notamment des consommateurs de produits maraîchers et d'autre part à cause du trop faible engagement des autorités coutumières et politiques à soutenir l'agriculture biologique. L'objectif de cet atelier était donc d'assurer une médiatisation afin de susciter plus d'engagement des autorités politiques et coutumières dans la promotion de l'agriculture biologique au Burkina Faso. Les organisateurs de l'atelier ont été appuyés par le projet CDAIS afin de renforcer leurs capacités à influencer les processus stratégiques et politiques. Une diversité d'acteurs a été conviée à cet événement : des autorités coutumières et politiques, des services techniques de l'Etat, des Associations et ONG, des institutions de recherche, des consommateurs et des acteurs du CNABio. Au total, quatre-vingt-dix personnes étaient présentes. La cérémonie a bénéficié d'une grande couverture médiatique (presse en ligne et audio-visuelle). Elle a été retransmise au journal de la télévision nationale à une heure de grande audience.

Au cours de cette cérémonie, l'un des grands chefs coutumiers du Burkina Faso, Son excellence Le Larlé Naba Tigré, a fait un plaidoyer édifiant : « *l'arme alimentaire est l'arme la plus fatale qui soit, ainsi j'invite les différents acteurs agricoles et la presse à travailler ensemble pour une promotion de l'agriculture biologique dont le SPG est la clef de voûte* ».



Son Excellence Le Larlé Naba Tigré en train de faire son discours, à sa droite, la coordinatrice du CNABio, Mme Samba Clémence.

### Les freins à la production et la labellisation de l'agriculture biologique

Du fait de la forte concurrence des produits agricoles issus de l'agriculture conventionnelle, les producteurs craignent de ne pas avoir de débouchés pour des produits issus de l'agriculture bio ce qui les freinent pour s'engager dans un processus de labellisation. Dans ces cas, le CNABio joue un rôle crucial d'accompagnement et de sécurisation des nouveaux adhérents, en les aidant à accéder à des marchés à forte valeur ajoutée et en les mettant en réseau avec des consommateurs. Mme Clémence Samba met en avant les pages du site internet du CNABio qui répertorient les points de vente de produits biologiques : « *nous avons beaucoup de consommateurs qui nous demandent où ils peuvent acheter des produits issus de l'agriculture biologique. Pouvoir*

répertorier les producteurs et leur donner plus de visibilité est l'une de nos missions ». Ainsi, plus de consommateurs pourraient venir acheter leurs produits sur place, à la ferme.

« La question de la commercialisation est un challenge. C'est ici que le projet CDAIS peut appuyer le CNABio, afin de renforcer nos capacités à structurer notre réseau de partenaires et donner plus de visibilité à l'agriculture biologique » (Clémence Samba).



4 De l'autre côté de la route, à droite, un champ cultivé en conventionnel...mais les distances pour la labellisation sont respectées

## L'appui aux groupements de femmes productrices

Mme Ilboudo Clarisse est l'une des agricultrices qui cultivent une parcelle biologique. Elle est aussi la vice-présidente du groupement des femmes. Avant d'être agricultrice, Mme Ilboudo était revendeuse de légumes au marché : « aujourd'hui je suis plus épanouie car je vends ma propre production, donc je connais sa qualité. Mes légumes sont plus petits que ceux de l'agriculture conventionnelle que l'on trouve en abondance au marché, donc j'ai du mal à les vendre car, pour le même prix, les gens veulent plus de quantité. Et pourtant, mes produits sont meilleurs à manger car ils sont saints ! » Grâce aux revenus de ses ventes, elle peut participer aux frais de la maison et notamment aux frais de scolarisation. Elle nourrit aussi directement la famille grâce à sa production.



5 La récolte de poivrons bio de Mme Clarisse Ilboudo



Environ vingt femmes travaillent sur ce champ, dont seulement la moitié est cultivée par manque d'un système d'irrigation assez solide pour alimenter la seconde partie. L'association Watimona pense qu'il faudra changer la pompe qu'ils ont installée et investir dans un système plus avancé ainsi que dans la création de deux nouveaux réservoirs d'eau. En attendant ces améliorations, elles recherchent d'autres solutions, telle que l'irrigation par jarres enterrées qui pourraient être testée sur certaines parcelles. En plus du soutien financier et technique, l'association est aussi une cliente des productrices puisque 30% de la production du terrain sont utilisés par Watimona pour cuisiner dans la cantine de son école...cantine dans laquelle mangent les enfants des productrices ! Les externalités positives de la production biologique sont directement dirigées vers les enfants scolarisés.

*« Nous avons encore beaucoup de travail de sensibilisation et d'information à faire auprès des consommateurs et même auprès des autorités qui ne se saisissent pas de l'opportunité que présente l'agriculture bio. C'est pour cela que nous allons bientôt lancer un spot radio : pour toucher un plus large public »* explique Clémence Samba. Les avantages d'un système de culture biologique pour la santé humaine sont peu communiqués au Burkina Faso, alors que les problèmes de santé liés à l'alimentation sont importants. L'appui de la recherche et la diffusion des résultats des études sont indispensables pour le passage à l'échelle du SPG et de l'agriculture biologique.

Lors des ateliers organisés par le projet CDAIS pour déceler les besoins en renforcement de capacités de cette communauté innovante, il a été constaté que de nombreux progrès restent à faire pour qu'un réseau comme le CNABio soit encore plus efficace dans son action. Le manque de collaboration et de concertation entre les différents acteurs a été pointé, ce qui n'était pas un fait nouveau pour la coordinatrice, mais qui manque de moyens pour y faire face. Ainsi, une rencontre entre les acteurs de la production biologique a pu être mise en place chaque mois à Ouagadougou et a déjà fait émergé de nombreuses idées dont celle d'organiser une foire locale des produits biologiques à laquelle participeront les femmes de Koubri.

## **Et demain ?**

*“On espère qu'on va réussir à produire beaucoup plus sur nos terrains, car on voit que nos techniques marchent : avant notre sol était pauvre et on avait des problèmes avec la production qui ne poussait pas beaucoup. Aujourd'hui on voit qu'avec l'agriculture biologique notre sol produit des bons résultats donc on veut continuer et accroître notre capacité productive »* disent les agricultrices.



**Auteurs :**

Nomandé Prosper Kola, facilitateur de l'innovation, chargé du processus de renforcement de capacité, CIRAD, Burkina Faso

Viviane Radier, CDAIS assistant coordination, France

**Contact :**

[kola.nomande@gmail.com](mailto:kola.nomande@gmail.com), +226 76696042

[bureaucnabio@gmail.com](mailto:bureaucnabio@gmail.com)

CDAIS is implemented in Burkina Faso by CIRAD (member of Agrinatura consortium), MESRI and the local office of FAO.



Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations



This document has been produced with the financial assistance of the European Union. The views expressed herein can in no way be taken to reflect the official opinion of the European Union. © 2017

